



bilan annuel 2008

2008 restera marquée par l'éclatement d'une crise financière internationale qui fragilise nos pays tant dans notre mission éducative que dans notre mission de mobilisation de ressources financières. En ce qui concerne nos ressources financières, nous mesurons pleinement la pertinence de notre choix en 2007 d'investir plus fortement que les années passées sur le recrutement de nouveaux parrains. Cela a permis à l'association, en 2008,

de maintenir une croissance de ses ressources en Europe. Au cours de l'année 2008, nous retrouvons des niveaux de recrutement similaires aux années antérieures. Ces recrutements ne compensent pas les départs de certains de nos parrains.

Par ailleurs, l'engagement de toutes les régions dans cet effort de collecte, notamment au travers des financements institutionnels, a également fortement contribué à développer notre mission sociale dans nos différents pays d'intervention.

Plus que jamais nous devons poursuivre nos efforts de diversification de nos ressources tant par l'innovation dans nos modes de collecte que par la recherche de nouveaux territoires de mobilisation.

Enfin, il faut se féliciter des innovations conduites dans toutes nos régions pour développer des projets éducatifs de qualité qui portent nos thématiques aux quatre coins du monde et qui permettent chaque jour un peu plus de faire du droit à l'éducation de qualité une réalité pour toutes et tous.

Je vous invite à prendre connaissance dans ce dossier des principaux chiffres et activités et vous donne rendez-vous sur notre site web (www.aide-et-action.org) pour plus d'informations.

Jacques Lemaréchal



Emploi des ressources

Malgré un environnement économique et financier difficile, l'association maintient en 2008 ses activités, en particulier en ce qui concerne sa mission sociale, et cela grâce à une collecte en progression de 16%. Notre expérience sur le terrain, la rigueur de notre gestion ainsi que les investissements supplémentaires en recherche de fonds nous permettent de convaincre un nombre toujours plus large de partenaires financiers, s'engageant auprès de l'association pour la mise en œuvre de ses projets.

Le résultat lié aux activités présente un excédent d'environ 110 k€, légèrement supérieur au budget initial (-136 k€), le résultat comptable négatif (-711 k€) étant quant à lui grevé par un certain nombre de provisions liées à la nature incertaine des marchés financiers.

RATIOS D'EMPLOIS

Afin de refléter fidèlement l'affectation des dépenses effectuées, les ratios sont calculés sur la base du total des fonds utilisés (hors fonds dédiés et provisions), conformément à l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement du CRC sur le compte d'emploi des ressources (CER).

MONTANT EN MILLIERS D'EUROS	2008		2007	
Missions sociales	19 229	78,2%	19 554	81,5%
Frais d'appel à la générosité du public	3 272	13,3%	2 493	10,4%
Frais d'information et de communication	659	2,7%	566	2,4%
Frais de gestion	1 430	5,8%	1 392	5,8%
TOTAL EMPLOIS	24 590	100%	24 005	100%

■ MISSIONS SOCIALES

La part des emplois de l'exercice consacrée aux missions sociales passe de 81,5% en 2007 à 78,2% en 2008. Cette baisse s'explique par l'investissement que l'association effectue sur la collecte afin de garantir le développement de ses missions sociales dans les années à venir. En valeur absolue, on observe également une légère baisse des emplois liés à la mission sociale (-2%).

■ FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

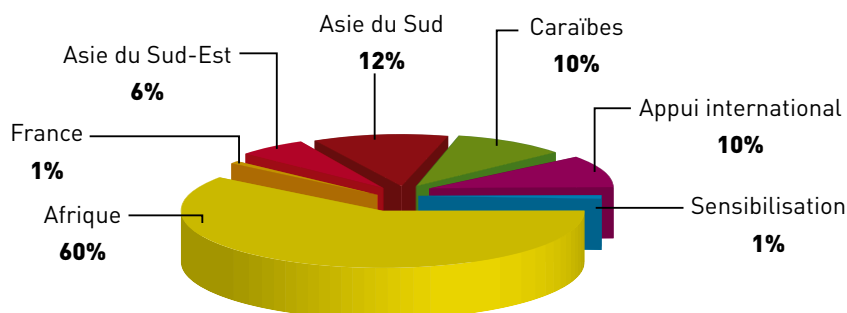
La part des emplois consacrée à la collecte passe de 10,4% en 2007 à 13,3% en 2008 reflétant la décision de l'association de soutenir ses efforts dans la recherche de fonds. Le contexte économique difficile oblige à maintenir les efforts dans ce sens et à trouver de nouvelles sources et origines de financement.

■ FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La part des emplois consacrée à l'information et à la communication reste à un niveau modeste, même si on note une légère augmentation, passant de 2,4% en 2007 à 2,7% en charges engagées sur 2008.

■ FRAIS DE GESTION

La part des emplois consacrée à la gestion reste stable (5,8%). Cette part, demeurant modérée, traduit la volonté de l'association de maîtriser ses frais de structure, en préservant la qualité des missions sociales qu'elle mène à travers le monde.



Missions sociales 2008

Missions sociales

Afrique

FOCUS PROJET :

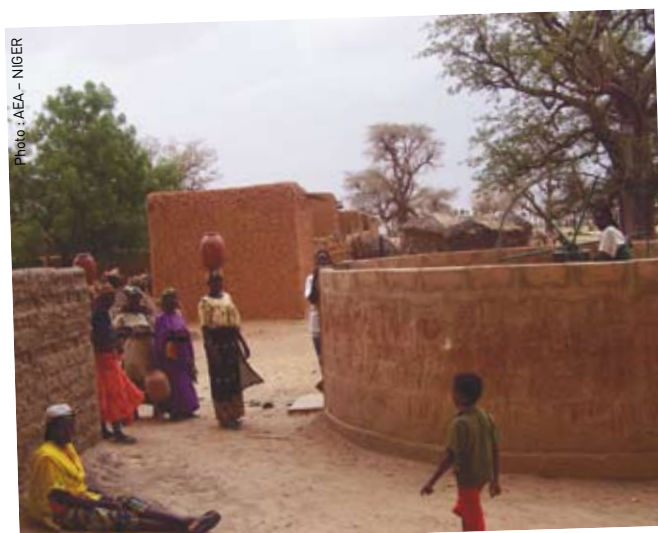
AMELIORATION DES CONDITIONS D'HYGIENE ET D'ASSAINISSEMENT POUR LES ELEVES DANS 15 VILLAGES ET 15 ECOLES AU NIGER

- Date de démarrage : 2008
- Durée prévue : 2 ans
- Coût du projet : 176 322 euros
- Lieux d'intervention : Commune urbaine de Gouré (Niger)

Gouré fait partie des 5 départements que compte la région de Zinder. Il est situé à 150 km à l'est du chef-lieu de région, et regroupe 7 communes rurales, dont celle de Gouré qui compte 77 écoles fréquentées par 4 987 élèves (2 344 filles et 2 643 garçons). La commune couvre une superficie de 4 274 km² avec une population estimée à 488 258 habitants.

L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en agissant durablement sur les comportements, notamment en matière d'hygiène et d'assainissement du cadre de vie. Le projet intervient dans 15 écoles et 15 villages de la commune auprès de :

- 972 élèves (457 filles et 515 garçons) âgés de 6 à 14 ans, de 15 écoles primaires de la commune ;
- 60 enseignants, dont 40 femmes ;



Un des puits construits au Niger.

- 30 mères formées à la fabrication de savon traditionnel ;
- 15 maçons villageois ;
- 60 personnes relais de promotion d'hygiène et d'assainissement (dont 30 hommes et 30 femmes) ;
- 150 familles des 15 écoles.

De plus, le projet permettra de toucher, de manière indirecte, 8 000 personnes supplémentaires. Les familles qui ne sont pas directement concernées par l'installation de sanitaires à leur domicile seront formées et sensibilisées à un changement de comportement, d'attitude et de pratiques.

Objectifs

- Acquisition des pratiques d'hygiène et de prévention des maladies. Grâce à l'installation de sanitaires dans les écoles, le taux d'apparition des maladies liées à l'eau et aux mauvaises conditions d'hygiène est en diminution dans les 15 établissements concernés. Même constat dans les villages où les toilettes familiales ont été récemment installées. Elles sont bien utilisées et régulièrement entretenues. Par ailleurs, les maçons et les agents communautaires continuent de promouvoir la construction et l'utilisation de sanitaires.
- Amélioration de la qualité de l'éducation. Les indicateurs liés à la qualité de l'éducation se sont améliorés dans les écoles concernées, avec un meilleur taux de scolarisation et une progression du taux de réussite au certificat de fin d'étude du premier degré (CFEPD).

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

■ Pays d'intervention :

- 10 (Bénin, Burkina, Niger, Togo, Guinée, Mali, Sénégal, Tanzanie, Madagascar et Maroc)

■ Nombre de salariés : 293

■ Nombre de projets : 48

■ Thématiques abordées :

- Accès et Qualité de l'éducation (23 projets)
- Education des filles et des femmes (5 projets)
- Urgence et post-urgence (2 projets)
- Education à la Santé (7 projets)
- Education à la Vie (3 projets)
- Education Inclusive (4 projets)
- Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale (3 projets)
- Migration (1 projet)

■ Nombre d'écoles et de personnes concernées

(enfants et adultes) : + de 2 millions d'enfants ; plus de 10 000 écoles

■ Nombre de parrainages : 26 203

■ **Financements institutionnels** : ministère des Affaires étrangères (MAE, France) ; Agence danoise d'assistance au développement (DANIDA), Unicef, Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France (SCAC), Agence française de développement (AFD), Canton de Genève (Suisse)

Amérique latine

FOCUS PROJET :

OBSERVATOIRE D'EDUCATION INCLUSIVE ET MULTICULTURELLE

- **Date de démarrage** : 2006
- **Durée prévue** : 4 ans
- **Coût du projet** : 158 607 euros
- **Lieu d'intervention** : République dominicaine

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

■ Nombre de pays d'intervention :

2 (Haïti et République dominicaine)

■ Nombre de salariés : 27

■ Nombre de projets : 9

■ Thématiques abordées :

- Accès et Qualité de l'éducation (2 projets)
- Petite enfance (2 projets)
- Education Inclusive (2 projets)
- Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale (1 projet)
- Migration (1 projet)
- Urgence et post-urgence (1 projet)

■ Nombre d'écoles concernées : 72

■ **+ de 25 000 personnes concernées** (dont 16 760 enfants)

■ Nombre de parrainages (PP) : 4 426

■ Financements institutionnels :

Union européenne

Plus d'un million de Dominicains (soit 1/8^e de la population totale) n'ont pas d'acte de naissance et donc aucune identité légale. Sans ce document, un enfant ne peut être inscrit à l'école. Avec respectivement 23,5% et 16,4% d'enfants de moins de 16 ans dépourvus d'actes de naissance, les régions Valle et Enriquillo (au sud-ouest) sont les plus touchées.

Dans un premier temps, le projet prévoit d'identifier les enfants concernés et les obstacles qui les empêchent d'accéder à l'éducation. Des actions sont menées auprès des parents pour les former sur la procédure d'enregistrement des naissances. Parallèlement, une action est mise en place pour que l'Etat révisé la loi sur la fonction d'enregistrement.

Par ailleurs, d'autres actions doivent renforcer les réseaux de la société civile travaillant sur les thèmes liés à l'accès et à la qualité de l'éducation (violence, exploitation sexuelle, etc.).

Enfin, Aide et Action élabore des outils pour contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles : publication d'un guide pédagogique sur l'éducation multiculturelle pour les enseignants des écoles des zones frontalières avec Haïti.

A la fin de l'année 2008, on comptait :

- 11 340 naissances enregistrées
- 3 guides d'éducation inclusive et multiculturelle distribués aux enseignants et aux élèves des écoles
- 6 écoles pilotes du projet

Objectifs

- Améliorer l'enregistrement des naissances
- Favoriser l'organisation, par les acteurs locaux, de journées de sensibilisation des parents aux procédures de déclaration de naissance de leurs enfants
- Parvenir à réduire les redoublements et les abandons scolaires pour les élèves issus de populations socialement défavorisées
- Participer à l'adaptation des programmes scolaires par l'intégration d'une approche multiculturelle prenant en compte les problèmes des populations en situation d'exclusion



Un exemplaire du guide donné aux parents dominicains.

Photo: AEA - A. CASSIOT

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 2 (Inde et Sri Lanka)
- **Nombre de salariés :** 541
- **Nombre de projets :** 30
- **Thématiques abordées :**
 - Accès et Qualité de l'éducation (16 projets)
 - Education Inclusive (2 projets)
 - Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale (1 projet)
 - Education à la Vie (5 projets)
 - Education à la Santé (2 projets)
 - Migration (1 projet)
 - Urgence et post-urgence (1 projet)
 - Education des filles et des femmes (2 projets)
- **Nombre d'écoles concernées :** 1 267
- **Nombre de personnes concernées :** 409 480 (dont 112 775 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP) :** 6 000
- **Financements institutionnels :** Programme des Nations unies pour le développement, Commission européenne.



Un centre Ilead qui offre des formations à la couture.

Objectifs

- Adapter le système de formation professionnelle de l'Etat aux besoins du marché. L'Etat d'Andhra Pradesh compte plus de deux millions de chercheurs d'emploi, dont la moitié environ ne dispose d'aucune compétence professionnelle.
- Mettre en adéquation la formation des jeunes avec les besoins des employeurs pour lutter contre le chômage, insérer des jeunes en situation de marginalisation et répondre rapidement à la demande de l'industrie des services. Celle-ci s'est fortement développée ces dernières années et propose aujourd'hui de nombreux emplois pour les jeunes diplômés de l'Etat.

La première étape du projet consiste à définir et à mettre en place une politique claire et adaptée proposant des modèles reproductibles. Les instituts de formation qui accueillent les jeunes doivent changer radicalement pour améliorer leurs capacités d'accueil, réformer leurs programmes, améliorer le niveau des formateurs et élaborer des stratégies pour former en priorité les jeunes issus des milieux les plus défavorisés.

Asie du Sud

FOCUS PROJET : REFORME DU SYSTEME DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR LES JEUNES ISSUS DE MILIEUX DEFAVORISES

- **Date de démarrage :** 2008
- **Durée prévue :** 4 ans
- **Coût du projet :** 1 178 000 euros
- **Lieux d'intervention :** Etat d'Andhra Pradesh (Inde)

Le projet, élaboré en collaboration avec la Commission européenne, est mis en place dans l'ensemble des instituts de formation gérés par le gouvernement dans les 23 districts de l'Etat d'Andhra Pradesh.

Personnes concernées :

- 24 840 jeunes sans emploi ;
- 1 740 enseignants des instituts de formation ;
- 300 fonctionnaires ;
- 11 740 membres de comités de développement de la formation professionnelle ;
- 23 associations d'anciens élèves ;
- une alliance nationale d'ONG et d'instituts de formation professionnelle.

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention :** 5 (Laos, Cambodge, Chine, Vietnam et observatoire au Myanmar)
- **Nombre de salariés :** 32
- **Nombre de projets :** 22
- **Thématiques abordées :**
 - Accès et Qualité de l'éducation (8 projets)
 - Petite enfance (6 projets)
 - Education Inclusive (3 projets)
 - Urgence et post-urgence (1 projet)
 - Education des filles et des femmes (2 projets)
 - Education à la Santé (1 projet)
 - Migration (1 projet)
- **Nombre d'écoles concernées :** 191
- **Nombre de personnes concernées :** 106 287 (dont 39 853 enfants)
- **Nombre de parrainages (PP) :** 3349
- **Financements institutionnels :** Commission européenne, Agence française de développement

Asie du Sud-Est

FOCUS PROJET : RECHERCHE SUR LA QUALITE DE L'EDUCATION

- **Date de démarrage :** 2007
- **Durée prévue :** 3 ans
- **Coût du projet :** 39 354 euros
- **Lieux d'intervention :** Kompong Chhnang, Siemreap, Svay Rieng, Oudong (Cambodge). Khan Hoa, Ho Chi Min City, An Giang, Ca Mau, Soc Trang (Vietnam).

Mené en partenariat avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD - France), l'Institut national de sciences de l'éducation (NIESAC - Vietnam), l'Institut de sociologie et l'Institut pour la recherche économique, le projet de recherche sur la qualité de l'éducation constitue une étape importante du renforcement de l'expertise d'Aide et Action en Asie du Sud-Est. Les données qualitatives disponibles sur le sujet sont peu nombreuses. Seuls



Photo : AEA - C. ODDOS

Un centre de la petite enfance au Vietnam pour améliorer la qualité de l'éducation.

quelques indicateurs quantitatifs sont aujourd'hui fournis par les autorités de la région. On constate cependant de larges faiblesses en matière de qualité de l'éducation : résultats médiocres, taux élevés de redoublements et d'abandons scolaires.

En 2008, la recherche a été menée dans 11 écoles et des entretiens ont été réalisés auprès de 50 enfants et 186 adultes. Une méthodologie pilote a été élaborée au cours de l'année avec les équipes des deux pays afin d'analyser les impacts qualitatifs de ce projet. Une présentation des conclusions de la recherche a eu lieu au Vietnam, en septembre, et ont été favorablement accueillies par les autorités.

Objectifs

- Influencer sur la qualité de l'éducation grâce à l'établissement d'un constat précis de la situation actuelle.
- Sensibiliser les enseignants, les élèves, les parents et tous les acteurs de la chaîne éducative au concept de qualité de l'éducation.
- Influencer sur la politique éducative mise en place par les Etats

Des perspectives d'extension au Laos sont envisagées en 2009. Finalement, ce projet de recherche illustre bien la volonté d'Aide et Action de développer des projets à dimension régionale afin de valoriser son expertise éducative et d'influencer sur les politiques nationales pour la mise en place d'une éducation de meilleure qualité.

Europe

FOCUS PROJET : RHÔNE FLEUVE SOLIDAIRE

- **Date de démarrage** : mars 2008
- **Durée prévue** : 5 mois
- **Coût du projet** : 17 000 euros
- **Lieu d'intervention** : France

Avec plus de 7 000 parrains et 75 bénévoles, la région Rhône-Alpes est l'une des régions françaises les plus dynamiques et les plus engagées aux côtés d'Aide et Action. Les équipes locales bénévoles ont décidé de se réunir pour mettre en place un projet à dimension régionale : le projet « Rhône Fleuve Solidaire ».

Ce projet part du principe que le Rhône est un fort élément constitutif de la région Rhône-Alpes : le fleuve traverse en effet tous les départements, a donné son nom à l'un d'entre eux, figure dans celui de la région et contribue aux efforts de sensibilisation à la question de l'eau, de sa gestion et de sa préciosité. L'eau et les fleuves constituent souvent des éléments déterminants de la vie sociale et des systèmes éducatifs des pays d'intervention d'Aide et Action. Deux projets dans ce domaine sont actuellement menés en République dominicaine et au Niger.

Le projet a été articulé en deux temps

- Grâce au soutien d'Unis Cités, huit jeunes volontaires ont rejoint les équipes bénévoles d'Aide et Action pour animer, de mars à mai, des séances de sensibilisation dans 16 établissements scolaires et 45 classes de la région. A l'occasion de ces séances, les élèves ont aussi pu matérialiser et transmettre leur engagement en réalisant des gouttes de solidarité qui, mises les unes au bout des autres, ont constitué un grand fleuve de solidarité, exposé au cours des événements grand public.
- 7 événements grand public ont été organisés sur les bords du Rhône entre mai et juillet. A l'occasion du lancement de l'opération, à Lyon, notre marraine Raphaëlla Le Gouvello a partagé son engagement pour une éducation de qualité et son expérience de navigatrice soucieuse du respect de l'environnement.

Objectifs

- Mobiliser les riverains du Rhône et susciter des actions de solidarité avec la République dominicaine et le Niger, deux pays qui partagent la volonté de développer une éducation à l'environnement soucieuse de la gestion de l'eau.

BREF APERÇU AU NIVEAU REGIONAL

- **Nombre de pays d'intervention** : 2
(France et Suisse)
- **Nombre de salariés** : 68
- **Nombre de projets** : 2
- **Thématique abordée** :
 - Education au Développement durable et à la Citoyenneté mondiale
- **Nombre d'écoles et de personnes concernées**
(enfants et adultes) : 17 195 personnes
- (Pas de parrainage)
- **Financements institutionnels** : Ministère des Affaires étrangères (25 000 euros)



Photo : AEA
Une partie des bénévoles du projet Rhône Fleuve Solidaire

Origine des ressources

L'association marque une augmentation substantielle de ses ressources sur l'année 2008 (+ 15,8% par rapport à 2007) grâce aux efforts soutenus auprès du grand public mais aussi au développement des financements institutionnels.

COLLECTE AUPRES DU GRAND PUBLIC

En Europe

Le parrainage reste au cœur de la stratégie de mobilisation du grand public en s'appuyant notamment sur la collecte de rue. Dans un contexte économique difficile pour nos parrains, les ressources liées à la générosité du public progressent d'environ 4% grâce, notamment, à l'investissement de collecte effectué en France en 2007 et aux recrutements de donateurs réguliers en Suisse.

C'est également une année de poursuite des innovations, avec le lancement de « Mon Défi pour l'éducation », opération de sensibilisation des jeunes et des scolaires. En 2008, avec 168 kits diffusés, dont 71 en dehors du réseau bénévole, plus de 9 000 jeunes ont été ainsi mobilisés pour un montant collecté de 35 000 €.

Autres expériences dans le monde

Dans la région Asie du Sud-Est, les autorisations de collecte ont été obtenues à Hong Kong en juillet 2008 et une responsable de la collecte en Asie du Sud-Est a été recrutée.

COLLECTE DE GRANDS DONS (PARTICULIERS, ENTREPRISES ET FONDATIONS)

2008 a vu la création de la filière « grands dons », cette nouvelle organisation visant à créer une dynamique de collecte entre les différentes régions d'intervention de l'association.

En Europe

Pour les entreprises, un important travail de suivi de la relation a permis la fidélisation de 23 partenaires. La prospection a, quant à elle, permis de conclure 14 nouveaux partenariats.

Autres expériences dans le monde

En Inde, plusieurs entreprises ont soutenu le programme ILead de formation professionnelle des jeunes, soit par une subvention directe, soit en offrant des emplois aux jeunes diplômés.

FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

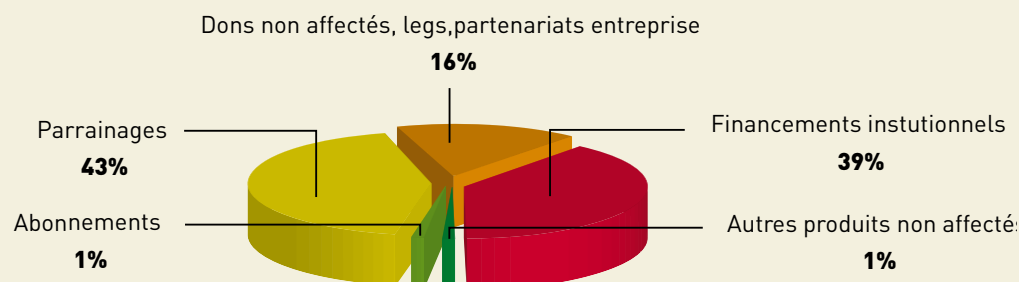
L'effort de toutes les régions a permis d'augmenter sensiblement les ressources institutionnelles. Leur part représente 39% des ressources totales de l'association, contre 30% l'année précédente, grâce à l'engagement d'un nombre accru de nouveaux partenaires.

Au total, les ressources de l'association (hors ressources affectées et non encore utilisées) progressent de 15,8%, passant de 24 359 K€ en 2007 à 28 197 K€ en 2008.

Celles issues de la générosité du public (parrainage et autres dons privés) progressent légèrement (16 083 K€ contre 15 462 K€ en 2007). Elles représentent 57% des ressources de l'association, contre 63,5% en 2007.

Les partenariats d'entreprises sont en légère baisse, ils passent de 720 K€ en 2007 à 635 K€ en 2008. Ils représentent 2,3% des ressources contre 3% en 2007.

Les financements institutionnels ont connu une forte progression en 2008, s'élevant à 10 918 K€ contre 7 252 K€ en 2007, ce qui représente 38,7% des ressources (29,8% en 2007).



Origine des ressources 2008

¹⁵¹ Ministère des Affaires étrangères (MAE), Agence française de développement (AFD), Agence danoise d'assistance au développement (Danida), Agence canadienne de développement international (ACDI), Banque mondiale (BM).

Compte d'emploi des ressources AEA 2008

En milliers d'euros

EMPLOIS	2008	2007	RESSOURCES	2008	2007
I - EMPLOIS DE L'EXERCICE			I - RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- MISSIONS SOCIALES	19 229	19 554	1- PRODUITS ISSUS DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	16 083	15 462
1.1. Réalisées en France	300	291	1.1. Collectés en France	15 679	15 462
Formation au dvpt du réseau bénévoles	18	41	■ Dons manuels collectés en France	15 431	15 191
Projets en France	153	82	Parrainages	11 943	11 711
Information et sensibilisation du public	129	168	Parrainages tsunami	66	168
1.2. Réalisées à l'étranger	18 929	19 262	Autres dons	3 422	3 258
■ Asie du Sud dont :	2 390	1 796	Autres dons tsunami	0	54
Direction Asie du Sud	919	631	■ Legs et autres libéralités encaissés en France	221	259
Inde	881	779	■ Appels d'aide d'urgence	26	12
Urgence tsunami	589	385	1.2. Collectés à l'étranger	404	0
■ Afrique dont :	11 555	12 950	2- AUTRES FONDS PRIVES	635	720
Direction Afrique	899	937	■ Partenariats d'entreprises	635	700
Niger	1 356	1 924	■ Partenariats d'entreprises tsunami	0	20
Rwanda	0	14	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	10 918	7 252
Togo	1 630	999	Ministère des Affaires étrangères français	263	836
Sénégal	1 086	953	Union européenne	2 103	1 080
Guinée	1 949	4 670	Autres bailleurs de fonds institutionnels	8 173	4 632
Bénin	925	768	Autres bailleurs de fonds institutionnels Tsunami	379	704
Burkina	1 437	738	4- AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	232	237
Tanzanie	439	326	Dont cotisations	2	2
Malawi	0	97	Dont produits commerciaux (vente des produits commerciaux)	38	39
Madagascar	869	988	Dont produits accessoires	25	24
Mali	965	535	Dont abonnements	167	172
■ Caraïbes dont :	1 981	1 728	5- AUTRES PRODUITS	328	688
Direction Caraïbes	533	466	Dont produits exceptionnels	76	125
Haïti	838	798	Dont produits financiers	251	384
République dominicaine	611	464	Dont gains de change	0	150
■ Asie du Sud-Est dont :	1 149	1 164	Dont reprises de provisions	2	29
Direction Asie du Sud-Est	178	136			
Programmes Cambodge, Vietnam, Laos	971	1 027			
■ Charges d'appui international	1 854	1 625			
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	3 272	2 493			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	2 878	0			
Dont Frais de traitement des dons	421	368			
Dont Frais de traitement des dons tsunami	2	0			
Dont Frais de collecte des dons	2 439	2 125			
Dont Frais de collecte des dons tsunami	15	0			
2.2. Autre Frais de recherche de fonds	394	0			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES CHARGES	2 089	1 958			
Dont Frais d'information et de communication	659	566			
Dont Frais relevant des autres activités	62	46			
Dont Frais de fonctionnement	1 332	1 341			
Frais de gestion	1 163	1 141			
Frais de gestion tsunami	0	0			
Dotations aux amortissements	86	84			
Frais financiers	76	111			
Impôts et taxes	7	5			
Dont dotations et autres charges	4	0			
Dont charges exceptionnelles	32	5			
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	24 590	24 005	TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	28 197	24 359
II - RESSOURCES RESTANT A UTILISER	6 553	3 268	II - REPORT DES RESSOURCES RESTANT A UTILISER	3 007	2 957
III - DIFFERENCE DE CHANGE LIEE AUX FONDS DEDIES	12	21	III - DIFFERENCE DE CHANGE LIEE AUX FONDS DEDIES	38	253
IV - PROVISIONS*	822	N/A	IV - REPRISES SUR PROVISIONS (*)	26	N/A
V - EXCEDENT DE L'EXERCICE		274	V - DEFICIT DE L'EXERCICE	711	
VI - TOTAL GENERAL	31 978	27 568	VI - TOTAL GENERAL	31 978	27 568

Les comptes détaillés peuvent être consultés sur www.aide-et-action.org et l'intégralité du bilan financier est disponible sur simple demande.

* Arrêté du 11 décembre 2008 publié au JO du 21 décembre 2008.

Bilan au 31 décembre 2008

En milliers d'euros, avant affectation du résultat

	2008				2007		2008		2007
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net			2008	2007	
ACTIF						PASSIF			
Immobilisations incorporelles	520	426	94	114		Capitaux propres	9 577	9 303	
Logiciels informatiques	445	426	19	36		Fonds de développement	9 235	8 969	
Immobilisation incorporelle en-cours	0	0	0	0		Fonds d'aide d'urgence	342	334	
Avance et acompte sur immobilisations incorporelles	76	0	76	77		Excédent ou insuffisance en attente d'affectation	-711	274	
Immobilisations corporelles	6 978	4 578	2 400	2 763		Total I	8 866	9 577	
Terrain	610	0	610	610					
Construction	1 406	321	1 085	1 113					
Construction sur sol d'autrui	218	175	43	52					
Installations, agencements	508	369	139	177					
Matériel de transport	2 348	2 035	313	496					
Matériel et mobilier de bureau	830	720	110	176		Provision pour risques et charges	584	524	
Matériel informatique	995	900	96	131		Provision pour risques de change	592	551	
Matériel et outillage	52	50	2	7					
Immobilisation corporelle en-cours	3	0	3	2					
Avance et acompte sur immobilisations corporelles	0	0	0	0					
Autres immobilisations	9	9	0	1		Fonds dédiés	7 424	3 878	
Immobilisations financières	1 004	3	1 000	971		Total II	8 600	4 953	
Prêt au personnel	23	0	22	0					
Prêt Suisse	825	0	825	825					
Dépôts et cautionnements	58	3	55	51					
Participation 1% Apec	0	0	0	95					
Prêts et autres	98	0	98	0					
Total I	8 502	5 007	3 495	3 848					
ACTIF CIRCULANT						DETTES			
Stocks et en-cours	173	34	138	137		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits			
Avances et acomptes versés sur commandes	271	1	269	416		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 876	2 135	
Autres créances	1 526	231	1 295	900		Autres dettes	158	313	
Valeurs mobilières de placement	6 882	701	6 181	7 185		Dettes fiscales et sociales	913	785	
Disponibilités	4 058	0	4 058	2 188		Produits constatés d'avance	5 875	6 636	
Financements institutionnels	9 306	0	9 306	8 590		Total III	11 822	9 869	
Produit à recevoir	7	0	7	16					
Charges constatées d'avance	4 058	0	4 058	602					
Total II	26 280	968	25 312	20 034					
Compte de régularisation						Compte de régularisation			
Ecart de conversion actif (III)	592	0	592	551		Ecart de conversion passif (IV)	110	33	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	35 375	5 975	29 399	24 432		TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	29 399	24 432	

CERTIFICATION DES COMPTES

Nos comptes ont été certifiés par le Cabinet Ernst & Young et Autres, membre de l'organisation internationale Ernst & Young. A cette fin, le Cabinet Ernst & Young et Autres est intervenu en France pour la révision des comptes de la France, ainsi que la révision de l'intégration de l'ensemble des comptes de l'association aux comptes français. Les comptes en régions ont également été révisés par les différents membres de l'organisation internationale Ernst & Young ainsi que par le cabinet Judex Avignon en Amérique latine et Caraïbes et le Cabinet Mpazanava à Madagascar.

AIDE ET ACTION TOUJOURS AGREEE PAR LE COMITE DE LA CHARTE

Le Comité de la charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa mission depuis près de vingt ans est de promouvoir une plus grande rigueur pour permettre le « don en confiance ». Il a élaboré une Charte de déontologie et agréé aujourd'hui 55 associations et fondations qui adhèrent volontairement, s'engagent à respecter la Charte de déontologie et à se soumettre à un contrôle continu.

Le public est de plus en plus exigeant à l'égard des organisations faisant appel à la générosité du public. Pour répondre à ses attentes, le Comité de la charte se modernise, comme le précise son objet social : « *Il a pour objet d'assurer la confiance des donateurs et d'œuvrer dans leur intérêt en élaborant des bonnes pratiques et en contrôlant l'application.* » Pour mettre en œuvre ces évolutions, il renforce son conseil d'administration et annonce la création de l'Observatoire de la confiance. Cet observatoire approfondira ses études et analyses sur les leviers de la confiance par le biais de sondages et forums internet ou en s'associant à des études sur ces thèmes. www.comitecharte.org